Bourdieu, de pleins-feux

Autor(en): **Bourdieu, Pierre / Savary, Géraldine**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **35 (1998)**

Heft 1337

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010049

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Bourdieu, de pleins-feux

Les éditions Liber-Raisons d'Agir vont publier au début du mois d'avril un recueil d'articles et de conférences de Pierre Bourdieu,* Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale. *Le sociologue français s'y montre engagé et pamphlétaire.

C'EST BIEN POUR faire acte de résistance que Pierre Bourdieu a lancé les éditions Liber-Raisons d'Agir. Les petits livres rouges réunissent des plumes du *Monde diplomatique* ou des travaux de chercheurs en sciences sociales; ils ont rencontré un succès public étonnant; en particulier l'ouvrage de Serge Halimi, *Les nouveaux chiens de garde*, classé dans les meilleures ventes en France à fin 1997.

Contre le radicalisme chic

Résister à la pensée unique, réinventer le service public, s'engager aux côtés des mouvements sociaux, c'est en intellectuel militant que Bourdieu affirme ces priorités. Et de la parole aux actes, les textes réunis dans son ouvrage, *Contre-Feux, Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale,* témoignent que le sociologue «paie de sa personne»: discours à la gare de Lyon lors des grèves de 1995, intervention pour la Confédération générale des travailleurs grecs, conférence lors des États généraux du mouvement social, textes publiés dans *Alternatives algériennes*, dans *Le Monde diplomatique*, etc. À certains intellectuels, non nommés, mais identifiables, qui défendent une variante dite postmoderne, «radical-chic» de l'idéologie de la fin des idéologies, Bourdieu oppose la nécessité de l'analyse et milite pour créer un dispositif de recherche collectif, interdisciplinaire et international. Ainsi les chercheurs ne seraient ni des alibis qui signent une pétition puis disparaissent du champ médiatique, ni des apparatchiks au service de l'État, ni des experts et encore moins des prophètes; leur tâche serait plutôt de lutter contre le matraquage médiatique et de communiquer aux militants les acquis les plus avancés de la recherche. Science sociale et action sociale seraient ainsi étroitement liées.

Contre les idées et les discours reçus

Fier des mouvements sociaux qui ont traversé la France – Bourdieu parle de miracle social –, le sociologue en appelle à une action conjointe des citoyens, des intellectuels mais aussi des associations étatiques sur lesquelles la population doit pouvoir s'appuyer pour récuser néo-libéralisme et technocratisme des élites dirigeantes.

Sa réflexion renverse les discours et les idées reçus. Le néo-libéralisme est défini comme une «révolution conservatrice»: les vieilles recettes patronales reviennent en force, mais sans frein, sans fard, rationalisées, poussées à la limite de leur efficacité. Les révolutionnaires conservateurs accélèrent la destruction progressive des univers autonomes, mais aussi la désintégration de toutes les instances collectives capables de contrecarrer la logique néo-libérale. Au premier rang, l'État, dépositaire des valeurs universelles. Ces mêmes révolutionnaires conservateurs favorisent la restauration de l'économie pure et traitent ensuite de révolutionnaires, de réactionnaires voire de populistes, les actes de résistance privilégiant la défense des acquis.

Et Bourdieu de rappeler dans un texte sur le directeur de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, le slogan des travailleurs sous le gaullisme, victimes du «mythe justificateur de la globalisation»: «Tu me donnes ta montre et je te donne l'heure.» *gs*

ÉLECTIONS RÉGIONALES

Valeurs républicaines françaises

IL N'EST PAS dans les habitudes de la rédaction de *DP* de commenter les péripéties électorales des pays voisins. Mais le psychodrame des élections régionales françaises, sur fond d'abstentionnisme des citoyens, justifie une interrogation sur le fonctionnement démocratique.

Chaque camp rejette à l'autre les voix lepénistes dont il aurait bénéficié. Chirac a obtenu deux millions de voix d'extrême-droite. Quarante et quelque députés de gauche ont bénéficié du maintien d'un candidat lépéniste en triangulaire. Cinq présidents de région sont élus, après marchandage, par des conseillers régionaux lepénistes faisant l'appoint.

Deux remarques. Dans une élection à la base, à laquelle participent tous les citoyens, les voix ne sont pas récusables et aucun dirigeant de parti n'en est propriétaire. Les reports, s'il y a deux tours, ne sont jamais automatiques. De surcroît le vote est secret. Contester la valeur de votes, librement exprimés, est fondamentalement antidémocratique. D'une autre nature en revanche, l'élection au deuxième degré faite par quelques grands électeurs, comme ce fut le cas pour les présidents des régions françaises. Ces grands électeurs obéissent à des mots d'ordre. Leurs suffrages sont récusables. Pour prendre un exemple suisse, l'élection d'un conseiller fédéral, qui n'est pas directement le fait du peuple mais des grands électeurs qui sont les membres de l'Assemblée fédérale, peut être refusée par l'intéressé.

Curieusement, en France, où chacun a en bouche les mots «valeur républicaine», les partis de la gauche et de la droite classique n'envisagent à aucun instant, pour mettre en échec le chantage de l'extrême-droite, de gouverner ensemble selon un partage équitable des pouvoirs. Il devrait pourtant être possible de définir un intérêt régional commun. Cette hypothèse n'est formulée dans aucun commentaire. Il est de bon ton en Suisse de décrier aujourd'hui les gouvernements de coalition, à quelque échelon que ce soit. On y voit grisaille et neutralisation. Mais la dispute française fait apparaître par contraste les vertus d'un petit dénominateur commun. *ag*